L'UE, le gouvernement Syriza en Grèce : pour les droits des réfugié.e.s !

lundi 15 octobre 2018, par SARTZEKIS Andreas (Date de rédaction antérieure : 12 octobre 2018).

Résultat de la politique de l'Union européenne appliquée par le gouvernement Syriza : la situation des réfugiéEs en Grèce est lamentable.

Sommaire

- Dans les « hotspots »
- À « l'intérieur » du pays
- Le mouvement antiraciste (...)

Si le nombre d'arrivées en Grèce était, depuis 2015, en très forte baisse du fait de l'accord scandaleux entre Turquie et UE (2015 : 857 000, 2016 :173 000, 2017 : 30 000), il remonte cette année (passages par le fleuve Evros : 5500 en 2017, 12 000 en septembre 2018), et les quelques efforts de Syriza pour rendre « moins pire » la situation ne pèsent presque rien face aux terrifiants problèmes rencontrés par les réfugiéEs, quel que soit leur « statut ».

Dans les « hotspots »

Installés dans des îles face à la Turquie, ils recueillent les réfugiés non stoppés par la Turquie … ou pas noyés en chemin, et leur fonction est de vérifier qui relève du droit d'asile ou pas. Leur capacité d'accueil globale est de moins de 6000 places, mais ils « accueillent » 17 000 réfugiéEs, dans des conditions effrayantes, avec comme cas le plus connu le camp de Moria à Mytilène, mais rien à envier ailleurs, comme à Samos ou à Chios. Moria est tristement célèbre : « le pire camp de réfugiés au monde » selon la BBC. Un officier britannique a révélé la philosophie de ce camp prévu pour 3000 personnes mais habité par 9000 réfugiéEs : maintenir à un faible niveau les conditions de survie, de façon à décourager l'immigration en Grèce… Différents témoignages, dont rend compte le quotidien *Efimerida ton Syntakton* (et *Mediapart* en France), montrent l'horreur, qui ont mené le Conseil régional d'Égée Nord à exiger la fermeture si rien ne change : insalubrité totale, files d'attente interminables pour manger, personnel en nombre insuffisant. Conséquences : des violences diverses, dont des agressions sexuelles. Une révolte des réfugiéEs avait récemment abouti à l'occupation d'une place de Mytilène (comme les occupations sous les précédents gouvernements), mais les fascistes avaient exploité la situation. Ultra minoritaires, ils ont néanmoins réussi à créer un climat tel qu'une attaque raciste à grande échelle eu lieu. Depuis, ils sévissent, diffusant des fake news pour créer des « groupes de protection », ou tentant de terroriser les journalistes.

Pour ces camps, la volonté affichée du ministre Vitsas se borne à tenter de les « désengorger » mais cela est quasi vain, étant donné le manque de places sur la continent et les arrivées en hausse.

À « l’intérieur » du pays

Après recensement, les réfugiéEs peuvent être transférés dans des « centres d’hospitalité", qui offrent le gîte et le couvert, souvent pas plus. La situation est différente selon que ces centres sont dans les villes ou en dehors. Car là, les conditions sont souvent proches de celles des îles : ainsi à Malakassa, à 50 km d’Athènes, le camp est isolé, exposé à un dur climat (fin août, de fortes pluies ont détruit les maigres effets des réfugiéEs), ce qui aboutit à de fortes tensions. Fin septembre, un affrontement entre SyrienEs et AfghanEs a fait 1 mort et 8 blessés.

Et il y a bien d’autres réfugiéEs hors de ces centres. CertainEs ont pu commencer à s’installer, à trouver du travail. CertainEs ont pu trouver un gîte grâce à l’aide du mouvement antiraciste, avec occupations de lieux, les plus remarquables étant celles de l’hôtel City Plazza et du 26 Notara à Athènes, avec prise en charge collective. Mais de nombreux réfugiéEs sont laissés à leur triste sort, ce qui les amène à des vols ou des trafics, renforçant des attitudes racistes ou créant des tensions même dans des quartiers ouverts comme celui d’Exarcheia.

Le mouvement antiraciste au premier plan

Comme le disait récemment, dans le journal de NAR (composante principale d’Antarsya), la journaliste Anthi Pazianou, agressée par les racistes à Mytilène, il semble que l’objectif de l’UE et de Syriza soit de limiter et de contrôler au maximum la présence de ces « gêneurs » que sont les réfugiéEs. On peut dès lors parler de complicité passive du gouvernement face aux exactions diverses : surexploitation et chantage violent contre les travailleurEs réfugiés, comme à Mykonos récemment, passivité voire complicité de la police, campagnes racistes contre la présence d’enfants réfugiés à l’école… L’attribution de la nationalité grecque à un pêcheur égyptien qui a sauvé cet été des victimes de l’incendie de Mati ne remet aucunement en cette attitude générale.

Face au poison raciste des nazis comme de la droite, qui se pare en plus d’un vernis démagogique, le mouvement antiraciste, qui agit dans tout le pays, a des tâches cruciales : des batailles locales, comme le droit à l’école pour touTEs, contre les agressions racistes.

Mais des campagnes nationales unitaires et prolongées sont désormais plus que jamais nécessaires :

• contre la soumission à l’Europe forteresse, pour l’installation décente et durable des réfugiéEs ;

• contre Chryssi Avgi (Aube Dorée) ;

• contre le poison et les agressions racistes sous toutes ses formes.

C’est un fait important que la semaine passée, après le lynchage d’un militant LGBT, présenté d’abord comme voleur immigré, par 2 hommes dont un cadre d’extrême droite, les manifestations aient rassemblé le mouvement LGBT, la gauche anticapitaliste, des militantEs Syriza, et le mouvement antifasciste et antiraciste.

À Athènes, A. Sartzekis

P.-S.

• Créé le Vendredi 12 octobre 2018, mise à jour Vendredi 12 octobre 2018, 11:33 : https://npa2009.org/actualite/international/grece-pour-les-droits-des-refugiees